

# ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



Photographie Jean-Pierre R.

**Le « débat », c'est  
dans le mouvement  
qu'on le mène !**



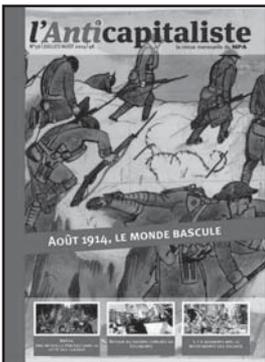
# Lisez la presse anticapitaliste

**Abonnez-vous**

**L'HEBDO**



**LE MENSUEL**



à

## L'Anticapitaliste

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

**Abonnez-vous, abonnez vos amis !**



### Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyer les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_

Apt, Esc, Bat : \_\_\_\_\_

N°: \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

## SOMMAIRE

<b>Edito</b>	<b>p.3</b>
<b>En lutte</b>	<b>p.4-7</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Retour sur le mouvement à Bordeaux et alentours</li> <li>• Quelques échos des ronds-points</li> <li>• Les étudiant-e-s se mobilisent dans les facs et dans la rue !</li> <li>• Collectif contre la répression policière</li> <li>• Voeux de Juppé : sans modération dans le répression</li> </ul>	
<b>Nos vies, pas leurs profits</b>	<b>p.8-10</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accord Hôtels : côté actionnaires... et envers du décor</li> <li>• La Poste : sous-traitance à la PIC...</li> <li>• Salariés de Ford, gilets jaunes : des combats qui se rejoignent</li> <li>• Prud'hommes : Macron, si tu savais, ton barème...</li> <li>• Tribune d'AC! Gironde</li> </ul>	
<b>Dans l'éducation</b>	<b>p.11</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Stylos rouges : sortir du corporatisme vers une lutte d'ensemble ?</li> <li>• Réformes du Bac et du lycée : plus de tri social et de nouvelles attaques</li> </ul>	
<b>Dans la jeunesse</b>	<b>p.12</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les étudiant-e-s marchent sur le campus contre les agressions sexuelles</li> <li>• Pour Blanquer, faire confiance, c'est soumettre !</li> </ul>	
<b>Politique locale</b>	<b>p.13-14</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Acharnement de l'Ordre des médecins : la résistance continue</li> <li>• Un toit c'est un droit !</li> <li>• Non au collège pesticides !</li> <li>• Transports gratuits !</li> </ul>	
<b>A lire</b>	<b>p.15</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Le voyage de Marcel Grob</i>, BD de Philippe Collin et Sébastien Goethals</li> </ul>	
<b>NPA</b>	<b>p.15</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réunion-débat : <i>Guerre commerciale et exacerbation des tensions, intensification de l'exploitation... nouvelle actualité de la révolution</i></li> </ul>	
<b>A voir</b>	<b>p.16</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Les invisibles</i>, de Louis-Julien Petit</li> </ul>	

**Abonnez-vous**

### ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX  
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau  
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

## à ANTICAPITALISTES ! le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)  
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)  
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ E-mail : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

## Le «débat», c'est dans le mouvement qu'on le mène

Acte après acte, par sa détermination, sa vitalité, la mobilisation continue d'imposer ses exigences sans se laisser duper par toutes les manœuvres du pouvoir... dont la mascarade du « grand débat ». Macron voudrait dévoyer la révolte, faire taire la contestation, et faire campagne pour son propre parti... aux frais du contribuable.

Le vrai « débat » de Macron, c'est la répression : plus de 6000 personnes mises en garde à vue, plus de 800 passées en comparution immédiates, des centaines de condamnation fermes, auxquelles il faut ajouter les centaines de blessés du mouvement, dont près de cent blessés graves, mutilés.

Macron défie le mouvement en annonçant qu'il ne changera rien : ce sera la poursuite des « réformes » (retraite, fonction publique...) pour faire payer aux classes populaires sa politique au service de la bourgeoisie, de la finance. Il voudrait que nous désignions nous-mêmes les services publics à sacrifier... au moment même où le CAC 40 distribue des dividendes record, 57,4 milliards d'euros pour 2018 ! Il se présente comme le parti de l'ordre, le seul capable de faire face à la contestation et affiche son mépris des manifestants.

Mais la révolte est bien trop profonde, les expériences vécues par des centaines de milliers de personnes depuis deux mois bien trop riches. Le mouvement est bien vivant et malgré tous ceux qui voudraient le faire taire, le canaliser ou l'instrumentaliser, il continue à attirer parmi la jeunesse, le monde du travail, et trouve un écho au-delà des frontières. A Bordeaux, comme dans d'autres villes, une convergence des luttes se construit, avec des militants syndicaux, malgré la méfiance et l'hostilité des directions des confédérations syndicales, et avec des étudiants.

Au sein de la mobilisation, nous sommes de plus en plus nombreux à avoir la préoccupation de porter une orientation lutte de classe internationaliste face aux préjugés chauvins ou nationalistes que flattent et instrumentalisent l'extrême-droite et la droite extrême.

### Débattons de nos luttes, de nos perspectives contre le capitalisme

Le mouvement est un encouragement pour nous tous, travailleurs, jeunes, chômeurs, retraités qui nous battons « contre

Macron et son monde » comme disait la banderole du cortège étudiant, tous les « anticapitalistes », les révolutionnaires.

Un vrai débat se mène, sur les revendications, l'affrontement avec le pouvoir, les perspectives de la lutte, la question de la grève, l'extension du mouvement sur nos lieux de travail, l'absence des directions syndicales qui refusent de s'engager dans le combat au nom du « dialogue social ». La mobilisation fait la démonstration que les travailleuses et travailleurs sont capables de s'organiser par eux-mêmes, de faire vivre solidarité et entraide, la démocratie de « ceux d'en-bas ». Tout peut changer très vite au travers de la lutte collective qui permet de prendre confiance, d'affirmer la fierté de prendre en main sa vie, son avenir, celui de notre classe.

La détermination du mouvement a tout bousculé, créé une situation nouvelle, politisé toute la société qui débat des questions clés : l'appropriation des richesses, le pouvoir politique, quelle démocratie ?

Pour faire sortir les milliards des coffres des multinationales, de la finance, du patronat, pour qu'ils servent aux salaires, pensions et minima sociaux, à embaucher, à des services publics dignes de ce nom, il s'agit d'unir nos forces, travailleur.se.s, chômeur.se.s, jeunes et



Photo Jean-Pierre R.

retraité.e.s de toutes origines et par-delà les frontières.

C'est dans ce contexte que démarre la campagne des Européennes. Le Pen tente de récupérer le mouvement sur le terrain du nationalisme et de la xénophobie en déclarant : « pour nous, c'est, c'était, et ce sera toujours les Français d'abord ». Macron incarne l'ordre et les intérêts de la finance.

Face à eux et à tous ceux qui essaient de canaliser la révolte dans les urnes, le NPA fera entendre la voix de la contestation anticapitaliste, internationaliste, contre l'Europe du fric et des barbelés, pour une Europe des travailleurs et des peuples, une Europe des luttes !

Pour porter cette perspective, nous avons besoin de l'aide de tous, en commençant par le « nerf de la guerre », l'argent nécessaire pour la campagne.

Alors camarades, donnez et faites donner à notre souscription. Chacun peut apporter sa pierre.

## Retour sur le mouvement à Bordeaux et alentours

Bordeaux est une des villes où, depuis deux mois, les manifestations sont parmi les plus importantes. Chaque semaine, nous sommes des milliers, avec ou sans gilets, à nous retrouver aux alentours de la place de la Bourse, parfois avec des cortèges partis de la Victoire, avant de sillonner les rues de Bordeaux. Des milliers venus des différents coins et ronds-points du département et parfois de plus loin en Aquitaine. Et comme partout, ce qui marque au-delà du nombre, c'est la détermination du mouvement, le caractère inédit, vivant, compact des manifestations qui font face aux provocations policières, aux violences, à la répression.

Lors des premiers « actes », nombre de participant-e-s de tous âges, dont certain-e-s pour qui c'étaient la première participation à une manifestation, étaient abasourdis par la violence des « forces de l'ordre », telle ces dames place Pey Berland au début du mouvement, le 1er décembre, sous des nuages de lacrymos : « On n'avait jamais fait ça, et avant, quand on nous parlait de casseurs à la télé, on les croyait. En fait, aujourd'hui les casseurs c'est nous, les grands mères ! ». Et cette répression n'a fait qu'augmenter la solidarité, la détermination de nombreux Gilets jaunes. La nécessité de l'affrontement a pris un contenu concret pour des centaines de milliers de personnes dans le pays.

Sur les ronds-points (voir ci-dessous), dans les manifs, lors des actions « coup de poing » comme les blocages de DPA à

Bassens, de zones logistiques, l'intervention avec les Fords à Lormont... ce qui s'exprime, c'est à la fois la révolte de toutes celles et ceux qui font tourner chaque jour la société, et la fierté de ceux qui luttent, qui relèvent la tête, la confiance dans la capacité des travailleuses et travailleurs, chômeurs, retraités, jeunes, de transfor-



Photo Nathalie Pierre

mer la situation par leur lutte et l'action collective. Une audace contagieuse !

Depuis le début du mouvement, nombre de militants pour la convergence des luttes, militants syndicaux, associatifs, étudiants, militants anticapitalistes, révolutionnaires, sont intervenus dans le mouvement avec la préoccupation d'y porter une orientation lutte de classe, en toute solidarité avec les gilets jaunes. Car à Bordeaux comme ailleurs, les illusions et préjugés nationalistes sont présents

dans la mobilisation, dont témoignent les références au peuple « français », les drapeaux bleu-blanc-rouge et autres Marseillaises. Des minorités d'extrême-droite cherchent à surfer sur les préjugés et à instrumentaliser le mouvement tandis que d'autres tentent de le contenir sur un terrain institutionnel.

Dans les évolutions importantes qui se sont faites, un cortège de militants syndicaux et politiques a commencé à se constituer, autour des étudiants, des Fords, de militants Solidaires, CGT (UL Bordeaux nord, inspection du travail, monnaie, santé, éducation, etc.), quelques militants CNT, FSU, FO, etc., avec banderoles, pancartes, badges, drapeaux rouges... Des cortèges « lutte de classe » animés, dynamiques et remarquables, joints par nombre d'autres manifestants, au sein desquels se discute de plus en plus la nécessité que la lutte s'étende au sein des entreprises, que le lien se fasse davantage avec les militants syndicaux, par-delà l'inaction et la paralysie de la plupart des directions des confédérations syndicales, hostiles à ce qui sort du prétendu « dialogue social » !

A l'heure où nous écrivons, l'acte XI se prépare... et c'est bien la nécessité d'amplifier et d'approfondir le mouvement sur un terrain de classe qui est à l'ordre du jour, en faisant nôtres l'audace, l'imagination, la détermination des gilets jaunes !

Isabelle Ufferte

## Quelques échos des ronds-points...

### Saint André de Cubzac

Dès le début du mouvement, le rond-point de St André de Cubzac ainsi que le péage de Virsac sont les rendez-vous des gilets jaunes. Au tout début, nous nous retrouvions à plus d'une centaine tous les jours, tous originaires des villes et villages environnants.

Ces rendez-vous sont le lieu d'échanges et d'organisation des actions à mener. Pour beaucoup, nous ne nous connaissions pas avant : soignants, ouvriers des entreprises

limitrophes, des chômeurs, des retraités, des mères de familles souvent seules avec leurs enfants. Nous partageons la même révolte contre l'injustice qui veut que le gouvernement préserve les intérêts des plus riches, les difficultés à boucler les fins de mois, le sentiment qu'on en demande toujours plus aux salariés, aux chômeurs, aux retraités. L'augmentation du Smic et des salaires, le rétablissement de l'ISF, une juste répartition de l'impôt, une autre répartition des richesses sont les revendications les plus discutées.

La violence de la répression policière a révolté beaucoup d'entre nous, alors que nous ne faisons que défendre nos droits.

Les militants du rond-point avons été délogés par la police. Mais nous y sommes revenus. Nous sommes moins nombreux mais toujours présents pour nous faire voir. C'est maintenant lors des manifestations à Bordeaux que nous nous retrouvons.

On ne lâche rien !

Correspondantes

## alentours du blayais

Depuis le mois d'octobre, un mouvement social est apparu spontanément, d'abord sur les réseaux sociaux et ensuite s'étendant comme une trainée de poudre dans les classes populaires. La nouvelle taxe sur les carburants était perçue comme une ultime brimade contre la population qui habite souvent loin de son travail.

Cette population qui n'avait jamais revendiqué ni même manifesté, déconsidérée par la société et abandonnée par les pouvoirs publics, a fait exploser sa colère ravalée depuis des années. En enfilant le gilet jaune ou en le mettant sur le pare-brise, on montre son appartenance au mouvement.

Les blocages se font sur des points stratégiques comme les ronds-points de Belair, la Garosse, Montendre, Sainte-Eulalie ou sur l'A10, au péage de Virsac, à Saint-Aubin-de-Blaye et sur la RN 10, passage obligatoire pour se rendre sur Bordeaux.

Au fil des jours et des discussions, les re-

vendications ne s'arrêtent plus aux taxes, tout y passe. Le pouvoir d'achat, les produits de consommation chers, les loyers, les salaires bas, le chômage, les retraites, la pauvreté des salariés du blayais qui n'arrivent plus à tenir jusqu'à la fin du mois. Chacun se reconnaissant dans le témoignage des uns et des autres.

Les gens qui ne peuvent pas se rendre sur les points de blocage expriment leur solidarité en klaxonnant ou en donnant de la nourriture ou autres selon leurs moyens, des commerçants aussi y sont allés de leur soutien.

Petit à petit, ce qui n'était qu'un blocage est devenu un camp organisé, les roulements se sont mis en place pour garder le rond-point. Les retraités, chômeurs, gardent le camp la journée. Ceux qui reviennent du boulot le gardent à leur tour le soir. Les cabanes ont fait leur apparition avec des tentes de réception pour se protéger du froid et de la pluie. Tout le monde a porté des accessoires ou du mo-

bilier pour tenir.

Au fur et à mesure de la vie du rond-point et des amitiés naissantes, une forme de solidarité et d'appartenance a un camp ont fait que les discussions sont devenues de plus en plus politiques. « *Pourquoi en étions-nous arrivé là* », « *pourquoi ils nous matraquent avec leurs taxes* », « *le CICE, l'ISF pour les riches* », « *baisse des allocations logement, hausse de la CSG pour les retraités* », « *il faut un référendum citoyen* » ou « *nous ne sommes pas représenté au parlement, ils ne votent des lois que contre nous le peuple* ».

Les gendarmes sont passés aussi pour essayer de démonter les camps sans grande réussite.

Au réveillon, toujours aussi motivés, « *on ne lâchera rien, la lutte continue* », le champagne et les chocolats distribués autour des braseros ont réchauffé les cœurs et les têtes... La nouvelle année pouvait commencer.

*Christophe*

## A Sainte-Eulalie

Avec les gilets jaunes que je rencontre sur quelques-uns des ronds-points de la Presqu'île en Gironde, ensemble nous partageons des moments dans le froid autour d'un feu de palette improvisé. Récemment, la gendarmerie nous a ordonné de quitter les lieux avec l'aval du maire LR. Grâce au matériel de travaux publics de la commune, ils ont détruit le petit abri qui nous permettait d'être protégés de la pluie et du froid.

Nous partageons des moments forts en émotions, d'échange, de partage, de joie, d'écoute, de solidarité. Nous construisons la révolte.

Pour ma part, je suis salarié avec un salaire nettement supérieur au SMIC, une situation sociale me permettant d'avoir un logement décent. Je peux manger à ma faim, me chauffer l'hiver. Je peux partir en vacances et enfin aider ponctuellement mes enfants lorsqu'ils ont des difficultés.

Si vous venez nous rejoindre sur les ronds-points, vous rencontrerez une majorité de retraités qui, pour la plupart, ont des pensions allant de 800 € à 1300 €. Vous y retrouverez des femmes, mères de famille qui vous parleront de leur emploi précaire à temps partiel avec un mari payé au SMIC. Elles vous raconteront leurs fins de mois très difficiles. Vous croiserez des mères de familles célibataires, parfois sans emploi. Des personnes handicapées avec des pensions de 600 € par mois, mais également des travailleurs pauvres célibataires sans logement, obligés



de dormir dans leur voiture malgré un emploi en CDI et plusieurs années d'ancienneté. Vous discuterez avec des travailleurs plus chanceux, mieux rémunérés. Ils sont là par solidarité. Ils constatent que quelque chose ne tourne plus rond dans notre société. Autour du feu nous parlons souvent de cette injustice sociale qui nous frappe au plus profond de nous-mêmes, alors que ceux qui nous gouvernent, ceux qui nous exploitent se votent des salaires qui peuvent aller jusqu'à plusieurs dizaines de fois le SMIC. Il y a enfin des syndicalistes, des citoyens engagés politiquement mais qui ne sont pas là pour faire du prosélytisme. Ils sont là pour partager leurs difficultés dans les entreprises. Il y a des auto-entrepreneurs que nous appelons « *les travailleurs précaires* » sans protection. De petits entrepreneurs, des sans-emploi et enfin des jeunes, dont l'avenir paraît bien sombre. J'espère que je n'ai trahi la confiance de personne dans cette description des gilets jaunes du rond-point de Sainte Eulalie.

Les gilets jaunes ne veulent plus être humiliés par ce pouvoir d'un autre temps.

*(Suite page suivante)*

(Suite de la page précédente) Ils ne veulent plus avoir à supporter les effets d'annonce de mesurètes qui n'ont pour objectif que d'étouffer la révolte populaire. Les gilets jaunes sont scandalisés par les petits ajustements de ces dernières semaines. Le grand débat ne répond en rien à leurs revendications. On voit bien que c'est le pouvoir d'achat, la justice fiscale et plus

généralement la justice sociale qui prédominent dans les discussions des ronds-points.

Sur les ronds-points de Sainte-Eulalie et de la Garosse une initiative a été proposée aux gilets jaunes. Un questionnaire permettant de classer par priorité certaines de leurs revendications. Les résultats sont éloquentes. En un : la suppression de la

CSG et revalorisation des retraites ; en deux : l'augmentation du SMIC ; en trois : la justice fiscale ; en quatre : un changement profond de la politique en faveur des oubliés de la république. La politique mortifère menée depuis des décennies envers les plus faibles ne favorise que le capital et les plus riches.

Pierre

## Les étudiant-e-s se mobilisent, dans les facs et dans la rue !

Samedi 19 janvier, après les vacances, le cortège étudiant était bien présent dans la manif des gilets jaunes, reçu avec joie et applaudissements et a regroupé nombre de manifestants par son dynamisme, même sous la pluie ! On y entendait notamment « *Le grand débat, c'est du blabla, c'est dans la rue qu'on fait la loi !* ».

La mobilisation a commencé sur la fac à la mi-novembre, quand le gouvernement d'Edouard Philippe a annoncé une hausse scandaleuse des frais d'inscription à l'université pour les étudiant-e-s étranger-e-s : en licence, les étranger-e-s « hors-Europe » verraient leurs frais d'inscription multipliés par 16 pour arriver à... 2770 € par an ! Cynisme sur le gâteau, cette mesure est maquillée

de 300 étudiant-e-s. Une autre, la semaine suivante, en a réuni plus de 400, et les tournées faites dans les amphis et salles de cours pour appeler à s'y rendre et à s'organiser étaient régulièrement applaudies... une ambiance qui n'était pas là l'an dernier, quand il a fallu lutter contre la mise en place de la sélection avec Parcoursup. Il apparaît évident pour chacun-e qu'après l'attaque sur les étranger-e-s, c'est tout-e-s les étudiant-e-s pauvres qui vont être exclus des facs ! Contre cette mesure au fond politique bien xénophobe, qui cherche à s'attaquer d'abord aux plus démunis et isolés, il faut riposter généralement et massivement, français-es et étranger-e-s, ensemble !



sous un projet intitulé « *Bienvenue en France* ». C'est plutôt d'un « *bienvenue nulle part* » qu'il s'agit : pour la rentrée 2019, les étranger-e-s pauvres seront mis hors des facs. Déjà que leur parcours d'études était semé d'embûches : pour la plupart, le droit de venir étudier en France ne leur est réservé qu'à condition qu'ils aient plusieurs milliers d'euros sur leurs comptes, le trajet coûte cher, les logements étudiants sont toujours plus difficiles d'accès et il faut payer pour passer des épreuves montrant qu'ils savent bien parler français ! Autant dire que même avant cette réforme xénophobe et anti-sociale, les portes des universités françaises étaient déjà bien fermées.

Mais il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour qu'un embryon de riposte étudiante n'apparaisse : après une réunion de mobilisation à Bordeaux Montaigne (ex-Bordeaux 3) comprenant plus de 80 personnes, une assemblée générale a réuni plus

Au-delà de la bagarre pour une université gratuite et ouverte, des revendications plus larges ont commencé à s'exprimer, ainsi que la volonté de faire le lien avec les gilets jaunes, d'aller les rencontrer. Aux assemblées générales, les interventions des professeurs, des lycéens dont la révolte a été violemment réprimée Rive droite, et celle d'une travailleuse de la santé, sont applaudies. « *Français-es, étranger-e-s, c'est ensemble qu'on va gagner* » ; « *On veut pas juste des miettes, on veut tout le gâteau* » ; « *On veut pas seulement faire reculer le gouvernement aujourd'hui, on veut lui faire définitivement passer l'idée de s'en prendre aux étrangers !* »

Contre le gouvernement des riches, il apparaissait donc évident de relever la tête... aux côtés des gilets jaunes, dont la colère commençait déjà à mettre les chocottes au gouvernement et aux patrons ! Les étudiant-e-s de Bordeaux 3 ont donc conjointement avec Bordeaux 2 organisé un cortège étudiant aux mani-

festations d'avant les vacances, derrière une banderole « *Français-es, étranger-e-s, mêmes études mêmes droits ! Contre la vie chère !* ». Ce cortège, réunissant quelques centaines d'étudiants, partant de la Victoire et lançant des slogans en solidarité avec les étudiants du monde entier mais aussi contre la précarité, pour une autre société et pour la grève générale a été le 8 décembre stoppé par un cordon de CRS en bas du Cours Pasteur. Et pendant que les étudiants, arrêtés, reproduisaient symboliquement la scène choquante d'arrestation des lycéen-ne-s de Mantes-la-Jolie, le cortège de gilets jaunes mis au courant du blocage de centaines de jeunes par la police, est spontanément parti de son lieu de rassemblement pour les rejoindre ! Et après le recul des CRS, les

retrouvailles communes sur les quais aux sons de « *Gilets jaunes, Etudiants, même Macron même combat !* » n'ont été que plus joyeuses et déterminées.

La mobilisation sur les facs a commencé. La cherté de la vie et les attaques du gouvernement, que ce soit contre les chômeurs ou contre les étranger-e-s, sont autant de coups portés à la jeunesse, qui, avec ou sans gilets jaunes, est aujourd'hui pleine de révolte et de ressources pour riposter. Et de tous les slogans que le cortège étudiant scandait, l'un des plus largement repris est bien celui-ci : « *Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, de cette société-là on n'en veut pas !* ».

G.

## Collectif contre la répression policière

Une répression violente s'abat chaque samedi sur les Gilets jaunes qui manifestent dans les grandes villes de France telle que Paris, Toulouse ou encore Bordeaux. Dans cette dernière, près de cent personnes ont été touchées par des tirs de flashballs (LBD 40) et des centaines d'autres ont reçu du gaz lacrymogène. On décompte par ailleurs approximativement vingt blessés graves, allant jusqu'à de graves mutilations avec au moins deux personnes ayant perdu un œil et au moins deux autres personnes ayant perdu une main. Durant l'acte IX bordelais il y a aussi eu le cas d'Olivier, sapeur-pompier et père de trois enfants, qui après avoir reçu un tir de flashball à la tête a été placé dans un coma artificiel par les médecins de l'hôpital Pellegrin. On le voit bien, le gouvernement, incapable de proposer des solutions, est obligé de hausser le ton pour tenter de faire taire la contestation.

Face à cette extrême violence déployée par les forces de l'ordre, des gilets jaunes bordelais ont décidé de fonder un Collectif contre la répression policière dont l'objectif est de recenser les différentes victimes, d'apporter de l'aide aux blessés à travers par exemple des cagnottes, des concerts de sou-

ten, et plus généralement de s'organiser contre cette répression. Des personnes ayant été gravement blessées se sont impliquées dans la constitution du collectif à l'instar d'Antoine, jeune gilet jaune ayant perdu sa main à cause d'une grenade GLI F4.

Durant les dernières manifestations sur Bordeaux, le collectif était regroupé derrière une banderole sur laquelle on pouvait lire : « *Macron et ses sbires mutilent, Juppé complice. Collectif contre la répression policière* ».

Effectivement, le maire de Bordeaux bien que l'on en parle peu, est évidemment complice des répressions dans sa ville qui est l'une des plus mobilisées de France !

Ce collectif est ouvert à l'ensemble des personnes désirant s'organiser contre cette barbarie.

Ju Angio

## Vœux de Juppé : Sans modération pour la répression

« *L'esprit de Bordeaux, c'est la modération* » a déclaré Juppé lors de ces vœux... au nom de ce bon ordre républicain qui permet aux bourgeois de faire leurs affaires sans modération.

Mais quand les gilets jaunes manifestent leur colère, le républicain modéré se lâche : « *Les voleurs, pillleurs, casseurs et vandales n'ont pas leur place dans la cité* ». Il exige « *la plus grande fermeté* » contre eux. Et alors que circulent partout les images de la brutalité policière, Juppé félicite « *le sens de la proportionnalité* » des forces de l'ordre.

Il reconnaît que « *des maladroites ont été commises c'est vrai* »... pour mieux soutenir la politique de Macron : « *il n'y a pas d'alternative entre d'un côté l'ultragauche qui veut faire la révolution et casser les institutions de la République et de l'autre l'ultradroite contre laquelle je fais une réaction allergique pour des raisons historiques et culturelles.* »

Une « *réaction allergique* » surtout parce qu'une partie de son électorat vire vers l'extrême droite, comme l'ex-député de Gironde Garaud, annoncé sur la liste RN aux Européennes. Juppé n'est pas toujours aussi regardant quand il favorise les intégristes cathos et qu'il compte dans sa majorité un représentant de la « *manif pour tous* »...

F.M.



# Nos vies, pas leurs profits

## Groupe AccorHôtels - Vu du côté des actionnaires... et l'envers du décor

C'est le premier groupe hôtelier en France, le 6<sup>ème</sup> dans le monde. Il compte plus de 4600 hôtels dans plus de 100 pays et plus de 10 000 résidences de luxe dans le monde. Il se situe dans les sommets du CAC 40 avec plus d'un milliard de chiffre d'affaires au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 en hausse de 7,6 %. Ce sont, en autres, les hôtels Sofitel, Pullman, Mercure, Novotel mais aussi les Formule 1.

La croissance du groupe se fait à coup de rachats d'enseignes haut de gamme ou de luxe dont la part augmente chaque année. AccorHôtels se débarrasse des moins lucratifs. L'an dernier, elle a cédé 62 hôtels Formule 1, supprimant 400 postes au passage. Son PDG ne cache pas ses intentions d'améliorer ses marges « grâce à une gestion optimisée des coûts de structure ». Au conseil d'administration, il peut compter sur un certain Nicolas Sarkozy.

L'envers du décor, ce sont des activités de lobbying pas toutes déclarées selon des journalistes de Bastamag. Un article du Monde (23/4/2018) y évoque ses relations d'affaires discrètes avec des proches du dictateur d'Azerbaïdjan.

Le plus lourd tribut est payé par les salariés. Les salaires et les conditions de travail sont à l'opposé de tout ce luxe. Un hôtel

4 étoiles du centre de Bordeaux en est l'exemple. Presque tous les salariés sont originaires de pays anglophones d'Afrique ou d'Asie. Le travail non payé est monnaie courante.

La préparation du chariot de ménage (environ 40 minutes) se fait en dehors des heures définies par le contrat. Si le travail n'est pas fini, le temps supplémentaire est du travail gratuit. Beaucoup écourtent la pause de midi : encore du travail gratuit. En plus de l'énorme chariot, on doit se trimballer avec un aspirateur, un chariot de linge à 4 compartiments et le panier de produits et à la fin des sacs trop lourds à porter. Si l'on doit changer d'étage, cela devient infernal avec tout notre barda.

Comme si cela ne suffisait pas, nous avons sur le dos une gouvernante qui traque le moindre cheveu oublié.

Il est clair que la fortune de quelques-uns ne provient pas de leur travail ou leur intelligence comme on veut nous le faire croire mais bien de notre travail et en créant toujours plus de misère et cela à l'échelle de la planète. Ce système marche sur la tête, remettons-le à l'endroit !

*Correspondante*

---

## La Poste - Sous-traitance à la PIC : le doigt dans l'engrenage ?

À la Plateforme Industrielle Courrier (PIC) de Cestas, la direction a annoncé une nouvelle qui a fait froid dans le dos de la plupart d'entre nous. C'est l'entrée de la sous-traitance au sein même de l'établissement d'ici septembre.

L'objectif de la direction est de rapatrier sur la PIC une partie de l'activité de tri actuellement sous-traitée à une filiale de la Poste, probablement pour économiser la location d'un local. En effet, une partie du tri des PPI (petits paquets qui viennent notamment d'Asie et qui contiennent souvent des petits articles) est d'ores et déjà effectué par cette filiale, l'autre partie est triée à la PIC.

Cette incorporation se ferait avec l'implantation d'une grande machine à la PIC et la venue de la petite dizaine de salariés de la filiale. Mais cela pose beaucoup de questions et d'inquiétudes.

D'une part, le risque est que petit à petit une plus grande partie de l'activité de tri de courrier « hors gabarit » (entre le courrier et le colis) soit confiée aux collègues de la filiale, faisant courir le risque d'une baisse du nombre d'emplois. De plus cette activité est aujourd'hui, au sein de la PIC, une de

celles qui peut être effectuée par des salariés que le boulot a rendu inaptes sur d'autres positions de travail. Si cette activité est à 100 % effectuée par la filiale, quelles conséquences pour ces collègues ?

En faisant pénétrer une de ses filiales dans les locaux de la PIC, la Direction compte aussi mettre en concurrence salariés de la filiale et embauchés PIC qui, alors qu'ils travailleront côte à côte, n'auront pas les mêmes contrats puisque pas le même employeur, donc pas les mêmes salaires, conditions d'emploi et de travail, primes, possibilités d'évolution, etc.

Pas question que ce regroupement de l'activité se fasse sur le dos des salariés, pas plus ceux de la PIC que de la filiale ! La solution est d'obtenir que l'ensemble des salariés qui travaillent à la PIC soient intégrés en tant que postiers ! Cela s'est déjà fait il y a quelques années avec l'intégration de salariés de la filiale Neolog. S'ils veulent rassembler le boulot, pourquoi pas, mais sans perte d'emplois et en harmonisant par le haut les conditions pour tous !

*Correspondant*

# Nos vies, pas leurs profits

## Salariés de Ford, gilets jaunes : des combats qui se rejoignent

Depuis le début du mouvement, nombre de collègues de Ford participent aux actions des gilets jaunes. Samedi 19 janvier, pour l'acte dix, suite à une rencontre entre la CGT Ford et des Gilets jaunes de la Rive droite, nous étions plus de 50 dans une action commune sur la concession Ford de Lormont pour dénoncer la fermeture de l'usine. Ensemble, nous avons envahi la concession et distribué nos tracts sur le rond-point, avant de nous retrouver à la manifestation bordelaise.

Dans l'entreprise, la situation est difficile, le travail a repris 4 jours par semaine, vu les baisses de productions. A ce jour, le plan de licenciements est bouclé, en cours d'homologation auprès de la direction départementale du travail. La Ford Motor Company, qui vient d'annoncer aussi un plan massif de suppression d'emplois en Europe, ne veut pas de reprise jugeant cyniquement que son plan de licenciement... est plus favorable pour l'avenir des salariés. Dans ce contexte, la mobilisation est difficile. Pour la suite c'est un concert de soutien qui est en vue début mars pour dénoncer les licenciements et la loi du profit.

*Eric Lafargue, le 21 janvier*

*Voici ci-dessous deux articles du bulletin NPA diffusé sur l'entreprise le 19 décembre, au lendemain de l'annonce définitive de la fermeture.*

### Réquisition !

Au moment où tout le monde parle de justice fiscale grâce à la mobilisation des gilets jaunes, la moindre des justices serait de réquisitionner FAI.

L'usine a reçu des millions d'argent public. Elle a accumulé plusieurs centaines de millions réalisés sur notre travail. Oui, FAI devrait être réquisitionnée sans indemnité ni rachat, devenir un bien public, géré par celles et ceux qui y travaillent ! L'Etat prétend être de notre côté, alors qu'il le fasse si ce n'est pas que des paroles !

Cela signifie s'attaquer à la propriété privée de Ford et contester son pouvoir de fermer l'usine, prendre le contrôle sur les bâtiments et les machines, et sur les comptes pour récupérer l'argent public versé.

Ce serait la seule façon de sauver tous les emplois et de maintenir les salaires. Notre droit à vivre doit passer avant les profits.

### Des paroles ou des actes ?

Tout le personnel politique s'indigne, Le Maire, Juppé, Rousset, jusqu'à Macron ! Ford les a trahis ! Et ils sont tous prêts à se mobiliser comme jamais pour nous aider !

Alors tant mieux qu'ils se prononcent, pour une fois, en faveur des salariés. Notre mobilisation y est sûrement pour beaucoup... Le climat de contestation qui s'étend dans tout le pays avec les gilets jaunes et la jeunesse aussi.

Nous n'oublions pas qu'ils ont tous participé à la casse de l'emploi, en facilitant les licenciements, limitant les recours devant les tribunaux et les indemnités de licenciement. Et ils ont participé à la politique des aides publiques aux entreprises, y compris quand elles supprimaient des emplois. Pour Ford, ce sont des millions d'euros qui ont été versés depuis 1974.

Ils se déclarent maintenant de notre côté ? Qu'ils le prouvent par des actes ! Qu'ils osent prendre des mesures autoritaires, comme la réquisition, contre une multinationale et contre les licenciements !



# Nos vies, pas leurs profits

## Prud'hommes :

## Macron, si tu savais, ton barème...

Depuis les ordonnances Macron de septembre 2017, les indemnités pour licenciement abusif aux prud'hommes sont fixées par avance entre 0,5 et 20 mois selon l'ancienneté... Qu'importe le préjudice de la victime, le patron peut licencier comme bon lui semble, de façon illégale, sans s'inquiéter de ce qu'il aura à payer !

Mais après les manifestations contre la Loi Travail sous Hollande, puis contre les ordonnances sous Macron, la résistance continue face à cette injustice. En décembre, le tribunal des prud'hommes de Troyes a décidé d'attribuer à un salarié licencié « sans cause réelle et sérieuse » une indemnité de 9 mois de salaire, alors que le barème la plafonnait à 3,5 mois.

Les conseillers prud'homaux déclarent ces barèmes « contraires » au droit international (convention 158 de l'OIT) qui précise que les juges doivent pouvoir « ordonner le versement d'une indemnité adéquate ou toute autre forme de réparation considérée comme appropriée » aux salariés injustement licenciés. Dans le jugement, ils ont clairement résumé l'affaire : « ces barèmes ne permettent pas d'être dissuasifs pour les employeurs qui souhaiteraient li-

*licencier sans cause réelle et sérieuse un salarié (...) Ces barèmes sécurisent davantage les fautifs que les victimes et sont donc inéquitables ».*

Interpelé par la presse sur cette décision, le ministère du travail a réagi comme Macron, par le mépris, en déclarant que ce jugement soulevait « à nouveau la question de la formation juridique des conseillers prud'homaux » !

Dans les jours qui suivaient, deux autres tribunaux à Amiens et à Lyon, ont refusé eux aussi d'appliquer ces barèmes de dommages et intérêts dans plusieurs affaires sous le même motif de non-conformité au droit international.

Le ministère du travail comme les avocats patronaux cherchent à rassurer leurs clients en déclarant que ces décisions ne sont pas passées en Cour d'appel ou en Cassation pour constituer une vraie jurisprudence. Mais ça tangué dans les salles d'audience.

A croire que la contestation des Gilets jaunes est contagieuse... jusque dans les tribunaux !

Laurent Delage

---

## Tribune d'A.C ! Gironde

Macron attaque tous-tes les précaires avec son décret du 30 décembre 2018 ! Nous n'espérons rien de bon de Monsieur Macron et de son orientation politique d'un libéralisme cynique. Suite à la loi Pénicaud du 5 septembre 2018 de destruction de l'Assurance Chômage, son décret d'application du 28 décembre 2018 durcit encore les contrôles et les sanctions envers les demandeurs d'emploi. La « lettre de cadrage » du gouvernement en vue de la négociation de la nouvelle Convention Unedic dépasse toutes les craintes. C'est trop, il est temps de réagir vigoureusement.

Dans les faits, ce qu'il en coûtera aux chômeurs jugés « indisciplinés » par Pôle Emploi, c'est du dur : radiation sans solde puisque supprimée ! Les chiffres officiels nous apprennent que 6,5 millions de demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle Emploi et que moins de 43 % d'entre eux sont indemnisés pour un montant moyen mensuel de 900 euros. Les radiés, découragés, qui sont près de 2 millions, survivent avec des petits boulots plus ou moins ubérisés. Nous assistons au retour de la « vie au jour le jour », innommable régression. En comptant les familles, près de 7 millions de personnes doivent, chaque mois, survivre avec des minimas sociaux comme le RSA, 550 euros pour une personne seule ! Pour le pire, au bout du bout, il y a la rue, avec 430 décès par an d'après le collectif « Les morts de la rue » disant que ce chiffre ne doit représenter même pas 20 % de cette terrible réalité.

Une simple absence à une convocation coûterait un mois sans allocation. En cas de recherches d'emploi jugées « insuffisantes » par Pôle Emploi, il ne s'agira plus d'une simple suspension des indemnités mais d'une suppression : un mois la première fois, deux mois la deuxième, quatre mois la troisième, avec une perte de droits. De plus, l'expérimentation d'un « carnet de bord numérique » va obliger les demandeurs d'emploi à rendre compte de leurs recherches de façon mensuelle, avec preuves à l'appui. Une surveillance informatique va être prochainement instituée, le chômeur sera incité à chercher par monts et par vaux l'emploi rare qui n'existe pas ou pénible et mal payé.

Pour faire des économies, 4 milliards sur la nouvelle Convention chômage, la ligne du gouvernement est claire : s'attaquer non pas au chômage mais aux chômeurs. Et comme il ne s'agit pas de traverser la rue pour trouver un vrai travail permettant de vivre normalement, après 12 mois à Pôle Emploi, l'offre « raisonnable » à accepter pour ne pas perdre ses droits risque d'être fort basse...

Il est temps pour les « sans dents » de montrer les crocs ! Il est temps de réagir vigoureusement, c'est une question de pouvoir d'achat, mais plus encore, de dignité humaine !

A.C ! Gironde

## Stylos rouges : sortir du corporatisme vers une lutte d'ensemble ?

Depuis fin décembre, un mouvement de profs s'est développé essentiellement sur les réseaux sociaux : les « Stylos rouges ». En Gironde, près de 1000 collègues s'y sont inscrits ; nationalement, près de 65 000.

Les « Stylos rouges » mettent en avant des revendications qui unifient toute la profession : augmentations des salaires, limitation du nombre d'élèves par classe, embauches de personnel, pas de personnels précaires, contre les réformes Blanquer, retrait du jour de carence, retour à l'ancien système de calcul des retraites... Des revendications qui vont plus loin que celles de certains syndicats du secteur.

L'affirmation de revendications pour tous les personnels est une question clé, alors que notre secteur est gangrené par le corporatisme des organisations syndicales (syndicats des profs des écoles, syndicats du secondaire, syndicats des profs de sports, syndicats des profs de LP, etc.) et des systèmes paritaires (autant d'instances que de catégories...). Combien de fois un appel à la grève est lancé uniquement dans le primaire ou inversement dans le secondaire, comme c'est encore

le cas pour le 24 janvier ? Les « stylos rouges » expriment leur besoin d'unité face à cette division.

Se discute aussi la question des moyens pour agir. Alors que le mouvement des gilets jaunes affronte le pouvoir depuis plus de deux mois, une partie des « stylos rouges » tient à s'en démarquer clairement et rejette la perspective de l'affrontement pour obtenir satisfaction et propose des actions à minima (envoi d'un stylo à Macron, rencontre avec des députés, mettre 20/20 à tous les élèves...). Mais la plupart, solidaire des gilets jaunes, pense que ces actions auront peu d'effet, et se pose le problème d'entraîner les collègues et les syndicats dans la construction d'un mouvement d'ensemble, dans notre secteur particulièrement attaqué par tous les ministres qui se sont succédés, même si certains s'avouent découragés par les grèves à répétition, sans effet. C'est dans le sens du « tous ensemble » que s'est largement exprimée l'AG de Bordeaux, samedi 19. C'est bien cette discussion qu'il s'agit de poursuivre.

*Correspondant-e-s*

## Réformes du Bac et du Lycée : plus de tri social et de nouvelles attaques

Avec ces réformes qui s'appliquent concrètement en ce début d'année, l'objectif à peine caché du gouvernement est de faire plus de tri, des économies de postes et d'heures en surchargeant les enseignants au détriment des élèves et des savoirs en particulier critiques.

### Plus de tri social

Les élèves entrés en Seconde générale cette année scolaire-ci devront dès le mois de mars choisir 3 « spécialités » à suivre en 1ère (en plus d'un « tronc commun ») qui détermineront le Bac qu'ils présenteront 3 ans après. C'est bien trop tôt, surtout pour des ados sans service public d'orientation.

Sur les 12 spécialités proposées (dont on ne connaît toujours pas les programmes ni qui les enseignera), il n'y en a que 9 vraiment disponibles dans la plupart des lycées. Il est prévu de faire des regroupements dans les lycées et même entre lycées, une spécialité n'existant

que si elle regroupe au moins 35 élèves. En Région parisienne, il a ainsi été envisagé d'occuper des amphithéâtres pour des classes à 70 élèves afin de soi-disant « *les habituer à la faculté* » ! Les meilleurs lycées, les mieux situés, cotés et dotés de toutes les matières sélectionneront encore plus leurs élèves. Les inégalités sociales souvent territoriales seront accentuées.

### Des économies sur le dos des enseignants

Le tronc commun d'enseignements sera amputé de plusieurs heures en maths, philo, histoire-géo et langues. Les nouveaux programmes d'histoire, de SES et de Lettres sont moins basés sur l'analyse et la critique, les maths plus sélectives.

Il n'y aura que 4 matières au Bac en juin au lieu d'au moins 16 pour certaines filières aujourd'hui. Les matières du tronc commun (sauf le Français et la philo) seront évaluées dès le printemps en terminale par les enseignants, sans doute sous forme de contrôle continu,

comme dans l'enseignement professionnel. C'est plus de travail non payé aux dépens des apprentissages, des évaluations constantes et sélectives au lieu de l'attention due à chaque élève.

Le contrôle continu dès la 1ère représentera 40 % de la note du Bac et sera organisé selon le bon vouloir des établissements : c'est la généralisation du lycée à la carte pétri d'inégalités, sélectif, surchargeant les profs de tâches d'évaluation pour répondre à des critères chiffrés de sélection sociale, de concurrence entre établissements.

C'est le contraire du lycée de savoirs et d'émancipation que nous défendons. Des lycéens en lutte contre ces réformes ont été réprimés dans leurs lycées et dans la rue avec de nombreuses arrestations et blessés en particulier à Bordeaux en novembre et décembre. A la faveur du mouvement actuel, la lutte doit continuer.

*Mónica*

# Dans la jeunesse

## Les étudiant-e-s marchent sur le campus contre les agressions sexuelles

Mercredi 19 décembre a eu lieu une marche féministe sur le campus : plus de 500 étudiant-e-s ont défilé avec fierté et détermination entre les différentes bâtiments et résidences universitaires !

Cette manifestation s'est tenue après qu'un homme ait violé une étudiante qui rentrait chez elle. Ce viol est survenu alors que plusieurs autres agressions sexuelles avaient été signalées sur ce même campus.

Face à cette vague de violences contre les femmes, un groupe Facebook s'est créé regroupant plus de 2000 étudiantes. Sur ce groupe, « *Les Campussiennes* », les filles ont échangé leurs témoignages sur les violences et diverses agressions sexistes dont elles ont été victimes. En suivant, elles ont lancé une pétition « *pour une vraie lutte contre les agressions sexuelles* » qui a recueilli 10500 signatures en une semaine.

Face à cette situation, les présidents des différentes facs de Bordeaux ont diffusé un communiqué sécuritaire qui rappelait que pour que les filles ne se fassent pas agresser, il fallait que celles-ci ne rentrent

pas seules et qu'elles aient toujours le numéro de la police composé sur le téléphone lorsqu'elles traversent le campus, au cas où... Ce communiqué particulièrement odieux, sous-entendant que la responsabilité des viols et des agressions pouvait en quelque sorte être renvoyé à leur victime, a suscité l'indignation.

Et c'est dans ce contexte de prise de conscience massive de la dangerosité du campus et d'incapacité totale de l'université d'y faire face, que les étudiantes (de ce groupe Facebook et d'autres associations comme Sexprimons nous à Sciences Po ou NousToutes33) ont donc proposé cette manifestation nocturne sur le cam-

pus. Pendant plus de deux heures, le cortège a déambulé dans le campus et notamment autour de la station Doyen Brus. C'est cette station, désertique et particulièrement mal éclairée qui sert de terrain de chasse aux agresseurs. La marche a été animée par de nombreux slogans, dynamiques et joyeux. L'un d'eux, « *un lampadaire, ça coûte pas cher* », est la revendication immédiate des étudiantes et de nombreux autres dénonçaient les agresseurs de tout poil et exprimaient la fierté des femmes de vouloir en finir avec ces violeurs en se battant collectivement contre le système patriarcal.

Chloé



## Pour Blanquer, faire confiance, c'est soumettre !

# Pas de vagues, Stylos rouges... Même s'il s'en défend, Blanquer supporte assez peu les nouvelles formes de contestation, et même la contestation tout court. La liberté d'expression ne lui convient pas, si on en juge notamment par la récente affaire d'une prof de lycée dijonnaise qui s'est faite convoquer au rectorat après la rédaction d'une tribune critiquant un discours de Macron.

« *Faites-les donc taire !* », c'est ainsi que pourrait se résumer la philosophie de l'article 1 de la future loi sur « *L'école de la confiance* » (sic!).

Il introduirait l'article L.111-3-1 dans le Code de l'éducation, en ces termes : « *Par leur engagement et leur exemplarité, les personnels de la communauté éducative contribuent à l'établissement d'un lien de confiance qui doit unir les élèves et leur familles au service public de l'éducation* ».

Derrière ce préchi-prêcha se cache en fait l'introduction dans la loi d'un devoir de réserve des enseignants qui, jusqu'ici, n'avait pas de fondement légal. Un outil de sanction redoutable qui permettrait de poursuivre des enseignant.e.s qui chercheraient à « *dénigrer auprès du public par des propos gravement mensongers ou diffama-*

*toires leurs collègues et de manière générale l'institution scolaire* » (extrait de l'étude d'impact du projet de loi, un document adressé par le ministère aux députés).

Une possibilité de sanction inédite, avec de futures révocations pour délit d'opinion.

Cette volonté de soumettre, de museler toute velléité de contestation (particulièrement sur les réseaux sociaux) est à la fois le signe d'un pouvoir autoritaire, mais qui a aussi peur de se faire déborder.

Suite aux réactions à cet article 1, Blanquer parle de « *malentendu* », et affirme qu'il sera réécrit... Le Conseil d'État a dû finir de le convaincre, puisqu'il indique que cet article serait censuré par le Conseil constitutionnel s'il restait en l'état.

La liberté d'expression est notre droit, il faut s'en emparer pour dénoncer la casse continue du service public de l'éducation. Blanquer, si tu rêvais de grande muette, tu t'es trompé de ministère !

Extrait de la Lettre électronique du NPA 33 dans le secteur de l'éducation diffusée le 18 janvier 2019

## Acharnement de l'Ordre des médecins : la résistance continue

Nous étions quatre-vingt venus soutenir Bernard Coadou, médecin et militant pour le droit à la santé pour tous, au rassemblement jeudi 17 janvier, la veille de son 2<sup>ème</sup> procès.

Après un premier procès en 2017, l'Ordre des médecins de Gironde avait décidé de cesser les poursuites devant le Tribunal. Il lui signifiait alors de payer ses cotisations à l'Ordre bien qu'il soit à la retraite depuis 2012.

L'Ordre a décidé de poursuivre son harcèlement. Bernard est pourtant dans la même situation, retraité ; il estime être dans son bon droit puisque l'Ordre départemental des médecins écrit lui-même sur son site que « *la pratique médicale humanitaire exclusive et continue entraîne l'exonération de cotisation* ».

Mais faut croire que l'Ordre a la dent dure. Bernard Coadou dénonce en effet, depuis toujours, cet Ordre qui dès sa naissance en octobre 1940 a été le défenseur zélé de Pétain ; dans un autre domaine, il a mis au ban de la communauté médicale les médecins qui soutenaient le mouvement des années 70 pour le droit à l'avortement ou accepte actuellement les plaintes des employeurs contre des médecins faisant le lien entre l'état de santé des salariés et les conditions de travail... Autant de raisons pour cet Ordre réactionnaire d'en vouloir à Bernard Coadou. La résistance continue avec pour objectif de pousser le gouvernement à ne pas céder aux lobbies ordinaires et à respecter les principes fondamentaux de liberté associative et de séparation des pouvoirs violés par les ordres professionnels.

Isabelle Larroquet

## Un toit c'est un droit !

L'effondrement de deux immeubles en plein centre d'une grande ville comme Marseille faisant 8 morts a choqué d'autant plus que tout montre que le drame était prévisible, comme d'autres avant et malheureusement d'autres à venir. Les drames de la pauvreté ne sont pas des catastrophes naturelles imprévisibles !

Ce sujet du mal logement, de l'insalubrité, ces risques majeurs sont connus de l'Etat, des Collectivités, des pouvoirs publics et de leurs services comme par exemple grâce au rapport annuel détaillé de la fondation Abbé Pierre qui vient de paraître. Au fil des ans, des dizaines de rapports, d'enquêtes, de réunions,

de colloques, ont existé sur ce sujet, tout est connu dans le moindre détail et pourtant la situation s'aggrave chaque année.

Ce rapport explique que plus d'un million de personnes « *sont contraintes de vivre dans des conditions d'habitat dangereux, indignes* » et s'interroge : « *Pourquoi la lutte contre l'habitat indigne est elle si laborieuse, les résultats si minces ?* ».

En Gironde, le nombre de personnes vivant dans environ 40 bidonvilles et squats a augmenté de 13 % en un an, soit 1200 personnes. Mais la réalité dépasse encore ces chiffres basés sur ceux fournis pas la préfecture comme le dit un responsable de Médecins du

Monde. Une pétition « *Bordeaux... l'appel de la rue* » a été lancée par plusieurs associations et collectifs pour dénoncer l'impasse de la situation et demander aux « *autorités* » de prendre les mesures d'urgence nécessaires.

La préfecture souligne qu'il y a 1700 places d'hébergement d'urgence ouvertes mais dans les faits le 115 ne répond en moyenne qu'à une demande d'hébergement sur 5 et beaucoup n'appellent même plus ! Heureusement que des collectifs font ces réquisitions, jugées « *illégales* » alors qu'ils ne font qu'appliquer la loi de réquisition.

Il faut dire et redire que la seule solution acceptable est un logement pérenne, 24 h sur 24 h, car c'est un besoin vital et qu'il peut être réglé de suite avec l'application de la loi de réquisition. Il y a 22 000 bâtiments vides sur la Métropole selon le dernier recensement de l'INSEE, dont 10 000 à Bordeaux.

J.R.



Affiche lancement campagne de réquisition - janv.2017- DAL

## Non au collège pesticide !

Depuis l'été 2018, à Parempuyre, un collectif de parents d'élèves et de riverains s'est constitué pour dénoncer le choix fait de construire un nouveau collège pour 900 élèves (l'actuel de 700 devenant trop petit) sur un terrain en face du château Pichon, propriété du groupe Fayat qui brasse beaucoup d'argent et répand aussi beaucoup de pesticides.

Un documentaire de France 2 du printemps relevait la présence de pesticides dont certains interdits dans deux maisons voisines de ce vignoble Pichon, confortant les justes inquiétudes des opposants.

Le collectif Info Médoc Pesticides rappelle aussi une analyse publiée en 2016 démontrant une contamination dans les cours de récré de 3 écoles du Médoc. Plus profondément, les émissions de Cash Investigation en 2016 et 2018 sur le problème sanitaire des pesticides

dans les propriétés viticoles a vraiment marqué les consciences sur le sujet.

Début janvier, lors d'une réunion au Conseil Départemental entre élus et opposants, un « compromis » consis-



tant à construire le nouveau collège sur l'emplacement de l'actuel et d'installer un collège provisoire pendant 2 ans sur le terrain contesté n'aura pas tenu longtemps, rejeté par l'ensemble des parents s'opposant à cette solution bancale.

Le Département va demander au préfet de prendre un nouvel arrêté « interdisant l'usage des produits phytosanitaires les plus dangereux sur une bande de 200 mètres de profondeur ». Ce ne sont pas que « les plus dangereux » seulement sur 200 mètres

mais tous ces produits dangereux, polluants, sur l'ensemble du territoire qu'il faut interdire ! Ils ne sont pas nécessaires et font trop de dégâts ! Et c'est faisable comme le montre l'interdiction du désherbant Roundup Pro 360 qui vient d'être prise.

Dernière nouvelle dans le journal *Sud-Ouest* de ce 16 janvier : Fayat explique « Nous avons été injustement attaqués » et annonce la

conversion prochaine au Bio de Château Pichon car « Il s'agit d'un devoir social » ! Il s'agit plus sûrement d'une première victoire du collectif ! Une affaire à suivre...

J.R.

## Transport gratuit !

Prix du carburant, taxe, la question du transport et de son coût sont à l'origine du mouvement actuel. Cela a mis aussi en lumière le problème du manque de transport public, de son prix.

Dans son discours du 31 décembre, Macron a dit qu'on ne pouvait avoir l'air pur et les transports. Et bien justement pour répondre à ce besoin élémentaire de déplacement ainsi qu'au problème écologique, la gratuité du transport public est nécessaire.

Lors d'un débat sur la mobilité, Juppé, lui, a dit que « la gratuité c'est un fantasme que je ne comprends pas » ! Pourtant cela existe bel et bien dans la réalité, depuis longtemps, de plus en plus, dans le pays comme dans le reste du monde, en réponse à une nécessité et ça marche.

Tout près d'ici, à Libourne, 25 000 habitants, depuis 8 ans. A Niort, 120 000 habitants ; Compiègne, 100 000 ; Dunkerque, 200 000 ; etc. Plusieurs dizaines de villes petites ou moyennes souvent ou comme avec Tallinn capitale de l'Es-

tonie, 400 000 habitants, ce qui réfute l'argument souvent opposé à la gratuité qui ne pourrait fonctionner que dans de petites villes. Dans les villes où le choix de la gratuité a été fait, c'est bien par volonté politique de le faire.

Le prix moyen payé par l'utilisateur varie de 15 à 25 % du coût réel du transports suivant l'ampleur du réseau, les moyens mis en œuvre bus, tram, métro... Le reste étant payé par la taxe transport des entreprises de plus de 9 salarié.e.s (40 %) et les collectivités territoriales (40%).

Le budget global du transport urbain dans le pays est estimé (chiffres de 2014) à environ 15 milliards par an pour une part payée par l'utilisateur de 3 à 4,5 milliards. Trouver ces quelques milliards pour assurer la gratuité serait irréalisable, utopique ? Pour ne prendre qu'un exemple, la nouvelle loi de programmation militaire prévoit de dépenser... 295 milliards sur 7 ans !

J.R.

## Le voyage de Marcel Grob

De Philippe Collin et Sébastien Goethals - éditions Futuropolis

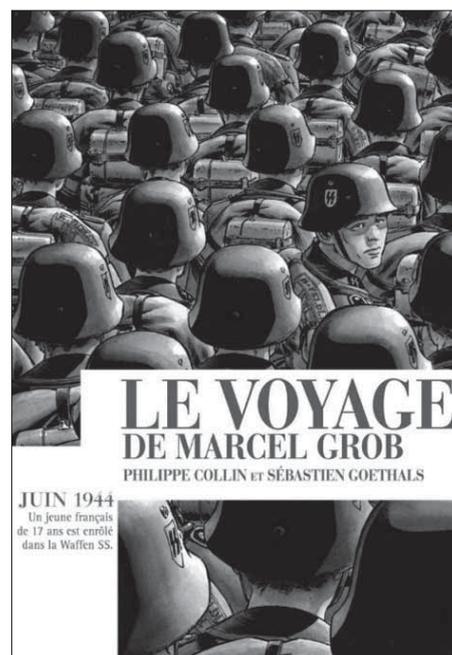
Dans cette bande-dessinée, Philippe Collin raconte les dix-sept ans de son grand-oncle alsacien à qui il avait tourné le dos depuis l'âge de vingt ans quand il avait appris que celui-ci avait été soldat de la Waffen SS. Ce n'est qu'après la mort du vieux « Marcel », que P. Collin découvre l'histoire des « malgré nous » dont faisait partie l'aïeul.

Les « Malgré nous », ce sont des alsaciens-lorrains qui, dans un premier temps, ont été incorporés de force entre novembre 1942 et 1944 dans la Wehrmacht, comme l'immense majorité des jeunes allemands. Tout au long de l'occupation allemande, ce sont plus de 100 000 Alsaciens et 30 000 Lorrains, âgés de 16 à 33 ans, qui ont été concernés par l'instauration du service obligatoire, avec des mesures répressives contre les désertions et l'octroi de la citoyenneté du Reich. Particularité de ces jeunes : ceux nés avant 1918 étaient déjà allemands, ceux nés après étaient français. Mais cela n'a rien changé à l'histoire car tous devenaient incorporables.

A partir de novembre 1943, ils furent aus-

si incorporés de force dans la Waffen SS, émanation militaire de la SS. Les jeunes devaient répondre à l'incorporation sinon leur famille était tuée.

La BD relate la convocation de Marcel Grob très âgé devant un juge d'instruction du « Corte verita » (un tribunal fictif inventé par l'auteur) qui l'interroge sur son passé de soldat de la Waffen SS. Ce juge est chargé par les familles des victimes de la Seconde guerre mondiale pour juger les derniers criminels nazis dont il est soupçonné de faire partie. Au début, Grob nie en bloc mais devant son livret militaire que lui tend le juge, il décide de tout raconter : l'incorporation forcée avec deux autres de ses camarades, comment les nazis s'étaient arrangés pour qu'ils ne s'évadent pas, les crimes de guerre tels que le massacre de Marzabotto auxquels ils ont participé malgré eux. Le vieillard raconte les faits devant cette chambre, « *la vérité du cœur* ». Des faits qu'il a vraisemblablement enfouis dans sa mémoire par crainte de ne jamais être compris et d'être à vie catalogué de nazi, ce qu'il n'a jamais été.



P. Collin écrit dans cette BD cet autre type de victimes qu'a fait la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale : des jeunes de 17 ans enrôlés dans la Waffen SS en juin 1944, transformés en bourreaux à qui leur vie échappait complètement.

Sandrine Alarcon

### Réunion-débat

vendredi 15 février, à 19h00  
local du NPA33

## NPA

**Guerre commerciale et exacerbation des tensions internationales, intensification de l'exploitation...**

**La nouvelle actualité de la révolution**

Le dernier rapport annuel sur les inégalités que vient de publier l'ONG Oxfam illustre la brutalité du capitalisme : les vingt-six plus riches détiennent autant de richesses que la moitié de l'humanité. La fortune des milliardaires a augmenté de 900 milliards de dollars en 2018, soit 2,5 milliards de plus par jour !

Cet enrichissement inouï, cette concentration des richesses se fait par la dépossession et l'exploitation accrue des travailleurs du monde entier sur fond d'exacerbation de la concurrence, des rivalités entre grandes puissances et puissances régionales, la multiplication de guerres locales et une nouvelle course aux armements.

Les classes dominantes ont vanté durant des années la « mondialisation heureuse ». Après la chute de l'URSS, l'ouverture des frontières et des marchés, tous annonçaient la « fin de l'histoire », la « gouvernance mondiale » sous l'égide du capitalisme mondialisé.

Aujourd'hui, les tensions commerciales et militaires se conjuguent sur fond de crise financière et d'une guerre accrue contre les travailleurs et les peuples.

Nous qui voulons changer le monde avons besoin de comprendre les transformations qui s'opèrent sous nos yeux à la lumière de la période précédente. Le siècle précédent avait accouché de la Révolution russe et d'un formidable espoir d'en finir avec la société capitaliste, espoir trahi par le stalinisme. Les luttes d'émancipation dans les pays coloniaux avaient profondément transformé le monde, sans parvenir à libérer les peuples de la domination capitaliste.

Aujourd'hui, à l'heure des multinationales transnationales, les conditions sont transformées. Et au sein du « chaos » généré par le capitalisme financier mondialisé, les conditions d'une nouvelle révolution, socialiste et communiste, sont en train de mûrir. Nous vous proposons de venir en débattre !

## Les Invisibles

Film de Louis-Julien Petit

« L'Envol » est un centre social, dans le Nord du pays, accueil de jour pour femmes sans domiciles, un lieu pour souffler un peu, récupérer quelques forces, en sécurité, pendant quelques heures auprès d'une petite équipe de travailleuses sociales menée par Manu (Corinne Masiero) qui font ce qu'elles peuvent, sans moyens ou presque, pour les aider.

Mais, aux yeux des responsables des affaires sociales, cette structure n'est pas jugée « rentable », ne fonctionne pas dans les règles du règlement décidé là haut dans les bureaux d'un ministère. Elle va donc être fermée, tout comme va être démantelé le campement où « habitent » ces femmes, un petit matin, par les « forces de l'ordre » sous l'œil de l'autorité sociale qui supervise tout cela.

A partir de là, ces femmes, travailleuses sociales et sans domiciles, ensemble, vont faire face à la situation, en dehors des clous. L'imagination et la démerde au pouvoir ! « *Ce n'est pas le but qui est important, c'est l'action, l'action commune. Se dire c'est interdit mais c'est juste en tout cas* » comme le résume le cinéaste.

Cela donne un film plein d'un humour ravageur pour faire face à des situations pourtant dramatique. Beaucoup de belles émotions, de solidarités, de générosité, loin de tout sentiment misérabiliste et renversant les clichés sur l'exclusion. Ces femmes ont chacune leur personnalité, leur histoire, au-delà de l'exclusion qui les touche pour des raisons diverses.

Le metteur en scène s'est inspiré du livre et documentaire de Claire Lajeunie *Sur la route des Invisibles* de 2014 et beaucoup des actrices du film ont été elles-mêmes de ces femmes de la rue.



Cela a donné des « plateaux télé de promotion de film » jubilatoires, qui sortent de l'ordinaire, avec une Corinne Masiero en tête qui, en militante qu'elle est notamment avec les précaires intermittents du spectacle, en a fait des tribunes pour dégingluer avec plaisir et force cette société si dure avec les plus précaires.

Jacques Raimbault



Pour l'année qui commence, avec le combat à mener contre les attaques annoncées par Macron, mais également pour que nous puissions porter une voix internationaliste et révolutionnaire aux élections européennes, le NPA ne peut compter que sur le soutien de ses militantEs et sympathisantEs...

Contribuez à la souscription ! [www.npa2009.org/souscription](http://www.npa2009.org/souscription)